

Front syndical de classe: une prise de position d'Annie Lacroix-Riz



Il n'y aurait pas eu 1936 ou les conquêtes d'après Libération si les "unitaires" (membres de la CGTU, très minoritaire en 1934) n'avaient décidé de faire une organisation combative de la CGT qui les avait exclus en 1920-1921 – CGT de Jouhaux ralliée de longue date à la politique du "tapis vert" où ne se négociaient que les avantages et privilèges des dirigeants syndicaux. Les grands patrons se sont dotés depuis 1919 d'un syndicat unique remarquablement efficace, et d'une constance parfaite en dépit de ses changements de nom Confédération générale de la Production française, Confédération générale du patronat français (juillet 1936), Conseil national du patronat français (1946) et plus récemment MEDEF.

Les salariés n'y sont pas encore parvenus : la gravité de la crise va vraisemblablement les aider à progresser sur ce chemin. On est donc surpris et même choqué que des militants se réclamant du « radicalisme » songent à liquider les syndicats inefficaces plutôt qu'à conseiller aux salariés de se donner à nouveau des mandataires aussi dévoués à leurs intérêts que le syndicat patronal l'est au grand patronat. La CGT et les organisations qui lui étaient proches dans l'enseignement et de la recherche ont été efficaces, très efficaces pendant un certain nombre d'années ou de décennies : cette efficacité s'est mesurée à l'aune des conquêtes sociales longtemps maintenues, désormais menacées de mort. Il faut reconstituer des organisations de ce genre et de cette efficacité et, avec elles, se battre contre les décrets et la politique qui incarnent nos échecs. L'un des derniers décrets, sur le rôle suprême du ministère en matière de primes d'excellence scientifique anéantissant le pouvoir du CNU – question qui nous a mobilisés, l'an dernier, avec beaucoup d'autres, démontre, parmi tous ses semblables, que ne nous ne gagnerons pas un pouce en chipotant à l'infini sur des. On peut en dire autant de tous les décrets, « masterisation » comprise, qui a pour but essentiel de liquider le statut de fonctionnaire des enseignants, et qui pose une question autrement plus importante que celle consistant à décider si on fait ou non remonter les maquettes, si honorable et efficace qu'ait été cette action à laquelle nous avons tous souscrit.

Les salariés ont gagné avec une CGT combative, où le courant Frachon avait énormément progressé (1936-1938) puis où la ligne Frachon l'avait décisivement emporté sur la ligne Jouhaux (entre Résistance et premières années d'après Libération). La CGT a alors été riche de millions d'adhérents (5-6 en 1936-1937 et autant en 1945-1946), enseignants et chercheurs compris, qui lui furent rattachés jusqu'à la scission de 1948. Le statut Maurice Thorez de la fonction publique, qui définissait aussi un « salaire minimum vital » ainsi que tous les statuts de 1946 aujourd'hui balayés ou en voie de l'être, tel celui des gaziers et électriciens, œuvre commune de la fédération de l'énergie CGT et de son ancien secrétaire général, Marcel Paul, alors momentanément ministre de la production industrielle, ont été conquis après la Libération. Il faut mettre en cause la ligne liquidatrice de ceux qui dirigent aujourd'hui ces organisations, quelque bonne raison ou bonne conscience qu'ils se donnent pour nous répéter qu'il est trop tôt ou trop tard pour agir, et quelles que soient les motivations réelles de dirigeants plus ou moins éloignés de leur base (l'éloignement est logiquement beaucoup plus ressenti dans les catégories frappées par la tempête : chômeurs ou salariés menacés de licenciements, chez nous personnels précaires) : découragement général, conviction qu'on ne peut rien faire contre les tout-puissants, ralliement de fait ou de droit à ces derniers pour des raisons que je n'examinerai pas ici, mais qui posent problème. Vaincre cette ligne liquidatrice suppose, comme en 1934, en pleine crise, et à la Libération, d'adhérer massivement aux syndicats de tradition combative pour y (r)établir la ligne "de masse et de classe" qui a fait les grandes heures d'une CGT apte à grouper tous les salariés, nous inclus.

Nos professions n'aiment pas ces termes marxistes ou ne les aiment plus, mais, Marx n'ayant pas inventé la lutte des classes et ne l'ayant que décrite, il va leur falloir les découvrir (ils sont inconnus à la plupart des plus jeunes

d'entre nous) ou les redécouvrir (pour les plus vieux) si nous voulons mettre fin à la dégradation de nos conditions de travail et de vie. On va bien finir par s'apercevoir que l'offensive "sarkoziste" n'est pas seulement ou avant tout idéologique, comme nous sommes encore trop nombreux à le croire, mais qu'elle vise, en dernière analyse, les salaires, directs et indirects : la casse de nos statuts constitue l'arme suprême de leur baisse, nominale (ça risque de venir) et réelle, à laquelle œuvre aussi la liquidation en cours des services publics et des retraites. On va bien devoir finir par admettre, sans crier à la polémique, que la gauche de gouvernement n'a pas l'intention de se battre sérieusement contre cette offensive, parce qu'elle n'a jamais pratiqué une politique alternative au cours de ces dernières décennies. Mme Royal n'est pas la seule dirigeante de son parti à souhaiter voir les professeurs du secondaire pratiquer dans leur établissement la semaine de 35 heures ; elle n'est pas la seule séduite par l'Europe de l'école et de l'université, etc. Je signale que, malgré toutes les légendes, ce n'est pas Blum qui a forgé les conquêtes de 1936 mais le plus grand mouvement social qu'ait connu la France et qui s'est imposé à lui (ce qui a beaucoup contrarié lui-même et son parti) : il n'avait pas en tête la moindre hausse des salaires quand il est allé, avec son ministre des Finances pressenti (Vincent Auriol), présenter en mai 1936 son programme d'« assainissement financier » à la Banque de France, selon la coutume établie depuis la création de celle-ci. Mon propos n'est pas polémique, mais appuyé sur l'étude de la période considérée. Il n'y a pas d'autre voie pour se sortir de l'ornière où nous sommes que de réinvestir massivement le syndicalisme, et toute autre voie continuera à desservir les salariés que nous sommes.

La ligne "unitaire" était ultra-minoritaire en 1934 comme l'est encore celle prônée par le Collectif National pour un Front Syndical de Classe que, syndiquée au Snesup et décidée à y rester, je soutiens. Elle est devenue majoritaire de fait à la suite de la marée sociale de 1936, alors même qu'elle permettait d'édifier le socle de conquêtes aujourd'hui en cours de destruction. Et nous resterions hors des syndicats, de tous les syndicats, y compris ceux qui ont construit ce que le grand capital et ses auxiliaires balaient, dans la crise systématique du capitalisme ?

Annie LACROIX-RIZ

Agrégée d'histoire, docteur-ès-Lettres,

professeur d'Histoire contemporaine à l'université Paris VII-Denis Diderot